

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 03/02/2022 de l'établissement LIGERIENNE GRANULATS implanté Les Galisettes - Le Coignon 36500 ST GENOU, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais précisés**, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.).

- nom : Protection des aménagements - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999 article : 3.4.4.2, délai: 2 mois à compter de la date de réception du présent rapport
- nom : Prévention des pollutions - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999 article : 3.5.1.2, délai: 2 mois à compter de la date de réception du présent rapport

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Châteauroux, le 07/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



LIGERIENNE GRANULATS

Les Galisettes - Le Coignon

36500 ST GENOU

Références : Inspection 2022 carrière de St Genou

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement LIGERIENNE GRANULATS implanté Les Galisettes - Le Coignon 36500 ST GENOU. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGERIENNE GRANULATS
- Les Galisettes - Le Coignon 36500 ST GENOU
- Code AIOT dans GUN : 0010004211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

Carrière de sables et graviers autorisée jusqu'en 2032 pour un tonnage maximum de 177 111 tonnes/an (moyen 125 000 tonnes/an).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite d'inspection du 23 mars 2019
- dispositions relatives à la protection le long de l'Indre
- dispositions relatives à la prévention des pollutions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection des aménagements	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.4.4.2		
Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.5.1.2		

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite inspection du 23 mars 2019	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.5.1.3	Aucune réponse de l'exploitant sur ce point.	
Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.5.1.1		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté les 2 non-conformités suivantes:

- la protection mise en place le long de l'Indre ne respecte pas les dispositions de l'article 3.4.4.2: sur le secteur 1 les aménagements ont été réalisés mais la blocométrie n'est pas respectée, sur le secteur 2 aucun aménagement et aucune végétalisation n'ont été réalisés, sur les autres secteurs aucune végétalisation n'a été réalisée,

- aucun symbole de dangers et aucune dénomination du produit n'est en place sur la cuve de GNR.

Elles sont susceptibles de porter atteinte à la protection de l'environnement et/ou à la maîtrise des risques.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suite inspection du 23 mars 2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.5.1.3
Prescription contrôlée : Procédure utilisation vanne guillotine
Constats : La procédure d'utilisation de la vanne guillotine est en place et affichée à proximité de cette vanne.
Observations : Il avait été constaté lors de la dernière visite d'inspection du 26 mars 2019 qu'une vanne guillotine manuelle permet de fermer la canalisation des boues en direction des bassins de décantation et donc d'empêcher tout rejet en cas de pollution accidentelle sur l'installation de lavage des matériaux. Cependant, vu qu'aucune procédure de sécurité qui précise les conditions d'utilisation de cette vanne guillotine n'avait été mise en place, l'inspection des installations classée avait demandé de mettre en place une procédure d'utilisation de cette vanne. Cette procédure datée du 15 mai 2019 est en place et affichée à proximité de la vanne guillotine.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection des aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.4.4.2
Prescription contrôlée : Protection le long de l'Indre Elles seront disposées selon le plan joint en annexe. * Secteur n° 1 face à la ferme du «Coignon» Une protection massive par enrochements sera érigée sur 100 ml de part et d'autre selon la blocométrie suivante . poids mini : 20 kg (Q 25 cm), . poids nominal : 40 kg (S 30 cm), . poids maximum : 300 kg (60 cm). * secteur n° 2 Ce secteur sera réglé sur une largeur de bande de 10 m selon les côtes indiqués sur le plan joint en annexe, de manière à supprimer toutes les petites chenalisation des écoulements dues à l'aspect naturellement bosselé du terrain. Une végétalisation dense de cette bande par des espèces herbacées et arbustives enracinantes, du type genets à balais par exemple, devra être réalisée. * autres secteurs Ceux-ci devront être végétalisés comme le secteur 2. La végétalisation rivulaire et les bois bordiers actuels entre le lit mineur et la gravière devront être conservée et renforcée comme indiqués ci-dessus.
Constats : Sur le secteur 1, la blocométrie mise en place est inférieure au poids et au diamètre minimum prescrit. Sur le secteur 2, aucun aménagement et aucune végétalisation n'a été réalisée. Sur les autres secteurs, aucune végétalisation n'a été réalisée.
Observations : Sur le secteur 1, une protection massive a été mise en place par enrochements sur 100 ml. Cependant la blocométrie mise en place est inférieure au poids et au diamètre minimum prescrit. Sur le secteur 2, aucun aménagement et aucune végétalisation n'a été réalisée. Sur les autres secteurs, aucune végétalisation n'a été réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.5.1.1
Prescription contrôlée : Prévention des pollutions accidentelles Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche située hors de la zone de plus haute crue. Cette aire étanche sera aménagée pour la récupération des fuites éventuelles qui seront acheminées vers un séparateur d'hydrocarbures avec débourbeur et obturateur automatique. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. La réserve de fioul doit être munie d'un système de vidange de sécurité (pas de vannes 4 de tour). L'eau stagnante dans les rétentions doit être enlevée régulièrement. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.
Constats : Les dispositions sont respectées.
Observations : L'aire étanche est en place dans un bâtiment couvert qui est situé hors de la zone de plus haute crue. Elle est reliée à un séparateur d'hydrocarbures avec débourbeur et obturateur automatique. Le stock de liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols est constitué d'huile moteur, d'huile de vidange et de GNR. Les fûts d'huiles sont stockés sur rétention. La cuve GNR est à double paroi, est équipée d'un système de vidange de sécurité et n'est pas pourvue de vanne 1/4 de tour.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1999, article 3.5.1.2
Prescription contrôlée : Etiquetage — données de sécurité L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Le nom et le symbole de danger ne sont pas présents sur la cuve de GNR.
Observations : Le registre des fiches de données de sécurité est en place et tenu à jour. Le nom des produits stockés et les symboles de dangers sont présents sur les fûts d'huiles. La cuve de GNR ne comporte pas le nom et le symbole de danger correspondant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites